

LES PLAINTES REÇUES AU CENTRE D'INFORMATION DE LA
POLICE CANADIENNE

Question n° 1289—M. Beatty:

1. Depuis la création du Centre d'information de la police canadienne (CIPC), combien de plaintes a-t-on reçues à propos d'arrestations découlant de faux renseignements du fichier central?

2. Le gouvernement a-t-il fait enquête sur la plainte formulée par M. Brian Bonn, du 81, rue York, app. 604, à Kitchener, qui affirme que les renseignements selon lesquels il n'aurait pas payé une amende remontant à 1965 étaient faux et qu'il a été injustement arrêté et, dans l'affirmative, quels ont été les résultats de l'enquête et quelles mesures a-t-on prises à cet égard?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): 1. Aucune.

2. Aucune plainte n'a été reçue.

LE BUDGET ANNUEL DE FONCTIONNEMENT DU MINISTÈRE DE
LA CONSOMMATION ET DES CORPORATIONS

Question n° 1290—M. Reynolds:

De 1967 à 1974, à combien s'élevait le budget annuel de fonctionnement du ministère de la Consommation et des Corporations et combien prévoit-on pour 1975?

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Budget annuel de fonctionnement du ministère de la Consommation et des Corporations:

1966-1967	\$ 5, 483, 916	*(dépenses réelles)
1967-1968	11, 338, 200	
1968-1969	14, 016, 500	
1969-1970	15, 927, 000	
1970-1971	20, 021, 000	
1971-1972	25, 235, 000	
1972-1973	32, 842, 000	
1973-1974	36, 728, 000	
1974-1975	42, 789, 000	
1975-1976	51, 508, 000	

*Le ministère de la Consommation et des Corporations n'existait pas en 1966-67. Les chiffres pour 1966-67 représentent les budgets des programmes qui existaient dans les autres ministères.

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—LE TRAITEMENT DES
EMPLOYÉS À PLEIN TEMPS

Question n° 1302—M. Paproski:

1. Combien d'employés à plein temps touchaient un salaire du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources a) le 1^{er} janvier 1974, b) le 1^{er} janvier 1975?

2. Au cours de chacune de ces années, combien de personnes touchaient a) moins de \$10,000, b) entre \$10,000 et \$20,000, c) entre \$20,000 et \$30,000, d) plus de \$30,000?

M. Maurice Foster (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): 1. a) le 1^{er} janvier 1974, 3,076; b) le 1^{er} janvier 1975, 3,167.

Questions au Feuilleton

2. le 1^{er} janvier 1974 le 1^{er} janvier 1975

a)	1075	735
b)	1527	1892
c)	399	483
d)	30	57

MINISTÈRE DU TRAVAIL—LE TRAITEMENT DES EMPLOYÉS À
PLEIN TEMPS

Question n° 1310—M. Paproski:

1. Combien d'employés à plein temps touchaient un salaire du ministère du Travail a) le 1^{er} janvier 1974, b) le 1^{er} janvier 1975?

2. Au cours de chacune de ces années, combien de personnes touchaient a) moins de \$10,000, b) entre \$10,000 et \$20,000, c) entre \$20,000 et \$30,000, d) plus de \$30,000?

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): 1. a) 743; b) 787.

2.

a)	le 1 ^{er} janvier 1974—382	le 1 ^{er} janvier 1975—333
b)	—298	—344
c)	—56	—96
d)	—7	—14

SCIENCE ET TECHNOLOGIE—LE TRAITEMENT DES EMPLOYÉS
À PLEIN TEMPS

Question n° 1316—M. Paproski:

1. Combien d'employés à plein temps touchaient un salaire du département d'État chargé de la Science et de la Technologie a) le 1^{er} janvier 1974, b) le 1^{er} janvier 1975?

2. Au cours de chacune de ces années, combien de personnes touchaient a) moins de \$10,000, b) entre \$10,000 et \$20,000, c) entre \$20,000 et \$30,000, d) plus de \$30,000?

L'hon. C. M. Drury (ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie): 1. a) 159, b) 157.

2. 1974 1975

a)	84	59
b)	41	48
c)	27	36
d)	7	14

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE
DÉPÔT DE DOCUMENTS

LES AVOCATS ENGAGÉS PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
EN C.-B.

Question n° 9—M. Reynolds:

Quel est le nom de tous les avocats de la Colombie-Britannique dont le gouvernement ou une société de la Couronne a retenu les services?

(Le document est déposé.)